

Le pays qui voulait exister

En février 1917, la révolution éclate à Petrograd, s'étend à tout l'Empire russe, fait exploser cette "prison des peuples" que constituait l'empire du tsar. Pour les nationalités opprimées, c'est une opportunité historique pour s'émanciper : le processus de la révolution sociale se combine alors avec l'aspiration démocratique des peuples à décider de leur propre avenir. Compte tenu de l'extrême diversité des situations, ce processus diffère selon chaque cas, et conduit à des débats complexes, et des évolutions très rapides. C'est le cas de l'Ukraine.

Une aspiration trop longtemps refoulée

En Ukraine, l'aspiration à constituer une nation a été longtemps refoulée par la plus brutale des répressions (cf. *Le pays qui n'existait pas ; L'Émancipation* n° 5). Cette aspiration s'était réfractée dans les premières organisations ouvrières de la seconde moitié du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle. Elle s'est encore exprimée à la veille de la Grande Guerre : le 11 mars 1914 à Kyiv, une manifestation (interdite) commémorant le poète nationaliste Chevchenko rassemble des dizaines de milliers de manifestants. Des manifestations ont lieu dans d'autres villes ukrainiennes.

La révolution qui balaie les territoires ukrainiens en février 17 libère alors une formidable énergie. La question nationale est immédiatement posée. Mais les "réponses" données à cette question varient selon les organisations, et "prolongent" les débats qui avaient traversé le jeune mouvement ouvrier avant 1917.

Surtout, ce qui rend alors confus les débats, c'est l'extrême rapidité avec laquelle se succèdent, sur le territoire ukrainien ravagé par la guerre puis la guerre civile, des événements de grande ampleur.

De février à octobre 1917

On retrouve en Ukraine, avec des modulations locales, les mêmes débats et conflits que dans l'ensemble de la Russie, en particulier la lutte entre les "réformistes" qui pactisent avec la bourgeoisie, refusent de mettre fin à la guerre et d'accorder la terre aux masses paysannes qui la revendiquent, et les révolutionnaires qui mènent le combat pour la terre et la paix.

Ce débat se combine avec la question nationale, se concrétisant avec l'institution de la Rada. Cette Rada (Conseil), créée à Kyiv en mars 1917, est généralement présentée comme un parlement "bourgeois" ukrainien.

Mais par certains traits, au début surtout, cela ressemble un peu à un soviet (avec des délégués d'usines, de quartiers,

ou d'associations culturelles, plus ou moins contrôlés par des partis). En fait, sa nature est rapidement donnée par sa politique et celle des partis qui y sont majoritaires. Comme le gouvernement provisoire de Petrograd, la Rada refuse de satisfaire l'exigence des paysans qui revendiquent la terre.

Cette Rada centrale est présidée par l'historien Mykhailo Hrushevsky, un nationaliste issu du Parti radical ukrainien de 1905 et désormais membre de l'UPSR (Parti ukrainien des socialistes révolutionnaires).

Puis, le gouvernement de Petrograd ignorant la revendication d'autonomie, la Rada proclame, en juin 1917, l'autonomie de l'Ukraine. Il n'est alors pas question d'indépendance.

Une palette de groupes et courants

En Ukraine, l'influence directe des deux partis (Bolchevik et Menchevik) issus de la social-démocratie russe est d'abord limitée, pour l'essentiel, aux ouvriers d'origine russe embauchés dans l'est de l'Ukraine. Ce qui domine, c'est toute une palette d'organisations ukrainiennes combinant à des titres divers, nationalisme bourgeois, politique réformiste de collaboration, politique révolutionnaire, revendications sociales et revendication nationale.

À la Rada siège ainsi un parti proche des Mencheviks de gauche internationaliste, le Parti ouvrier social démocrate ukrainien (USDRP), avec Volodymyr Vynnychenko, désigné chef du gouvernement par la Rada. On peut rattacher à ce courant, dans son aile la plus à droite, le personnage de Symon Petlioura, qui dégénère rapidement

Il y a aussi des populistes ukrainiens – les Socialistes-révolutionnaires (S-R) – ainsi que des Social-fédéralistes héritiers du populiste Drahomanov. On trouve aussi les représentants de différentes minorités, dont celle des juifs, représentés par le Bund et le Poale Tzion (ou Zion).

Les anarchistes sont également actifs en Ukraine : Makhno est libéré de prison par la révolution de février, et retourne à Gouliaï Polié (ou Houliaïpole), dans le

sud-est de l'Ukraine, où il organise des paysans armés. Voline peut revenir d'exil en juillet, et participe à la construction de Nabat, confédération d'organisations anarchistes en Ukraine.

D'octobre 1917 à novembre 1918

À la fin de l'été 1917, en Russie, les révolutionnaires deviennent majoritaires dans les soviets. En octobre, le gouvernement de Kerensky est chassé, les soviets prennent le pouvoir. Lénine signe immédiatement deux décrets, l'un pour l'arrêt de la guerre, l'autre pour l'expropriation des grands propriétaires fonciers. Ceux-ci, avec les débris de l'armée tsariste, lancent la contre révolution armée.

À Kyiv, on change alors son fusil d'épaule : la Rada centrale, le 7 novembre, proclame l'indépendance de l'Ukraine, que reconnaissent la France et le Royaume-Uni. Cette République populaire ukrainienne est dirigée par Mykhailo Hrushevsky.

Ce retournement est souvent interprété comme une manœuvre pour échapper au nouveau pouvoir soviétique instauré à Petrograd et à Moscou.

En même temps, on doit prendre en compte le fait qu'en Ukraine, le processus de radicalisation s'est développé tout autant qu'en Russie. Lassés d'attendre le partage des terres, les paysans ukrainiens ont multiplié les occupations sauvages de grandes propriétés. L'exigence de la fin de la guerre se fait pressante. Cette radicalisation se traduit par le développement de soviets dans les villes, qui concurrencent le pouvoir de la Rada. Le soviét de Kyiv forme ainsi, le 22 octobre, un Comité révolutionnaire destiné à prendre le pouvoir.

On peut donc aussi lire cette proclamation de la République populaire ukrainienne comme une concession majeure faite aux masses. Il n'en reste pas moins que ce gouvernement de la Rada est un gouvernement bourgeois.

Quant aux Bolchéviks, avec l'appui de S-R et S-D de gauche, ils organisent un Congrès des soviets d'Ukraine qui se tient à Kharkiv en décembre 1917. Ensuite est constitué un gouvernement, le Comité central exécutif d'Ukraine, dirigé par Yevgenia Bosch, une militante appartenant à l'aile luxemburgiste du bolchevisme. Or, ce courant est hostile à ce que soient formés de nouveaux États indépendants...

Dans cette situation de double pouvoir, la Rada en appelle à l'impérialisme allemand, rompant avec ses soutiens français et anglais, et écrase, sous la direction de Petlioura, un soulèvement révolutionnaire à l'arsenal de Kyiv.

Quelques jours plus tard, en février 1918, ce même Petlioura, avec la Rada, s'enfuit de Kyiv à l'approche de

l'Armée rouge. C'est l'armée allemande qui rétablit alors la situation en mars 1918, met fin au premier gouvernement des soviets ukrainiens et prend le contrôle de Kyiv.

Puis, en avril, les autorités allemandes apportent leur appui à un coup d'État organisé par les hobereaux et l'hetman Pavlo Skoropadsky. Ce chef de guerre entreprend de restaurer les grandes propriétés foncières, provoquant révoltes paysannes et guérillas de partisans rouges (soviétiques) et noirs (anarchistes).

De novembre 1918 à 1920

La défaite, en novembre 1918, de l'Empire allemand marque la fin de ce pouvoir fantôme, balayé par une insurrection générale. C'est désormais la guerre civile, exacerbée par l'intervention des puissances étrangères, qui ravage le pays ; s'y affrontent quatre forces au moins : les armées blanches de Denikine soutenues par les armées françaises et anglaises, celles de Symon Petlioura, les cavaliers de Makhno, et les forces soviétiques, sans compter un certain nombre de bandes autonomes.

Les armées blanches, encadrées par d'anciens officiers tsaristes, reçoivent dès la fin 1918 le renfort des Français et des Anglais qui débarquent à Odessa et Sébastopol.

Pendant ce temps, à Kyiv, un nouveau gouvernement – le Directoire – est constitué par des "socialistes", dont l'USDRP. Il est dirigé d'abord par Vynnychenko, qui démissionne en

février 1919, puis passe sous le contrôle de l'aventurier Petlioura, qui défend les grands propriétaires et fait alliance avec des chefs de guerre pogromistes.

La troisième force s'organise dans les territoires historiques des cosaques zaporogues, sous la direction de Nestor Makhno. Sur ce territoire, les paysans insurgés organisent des communes autonomes.

Niant l'État, refusant tout pouvoir central, Makhno tente d'avoir une politique indépendante des armées blanches et de l'Armée rouge, quitte à passer des alliances improbables. Durant l'été 1919, il est rejoint par Voline qui devient responsable du Conseil militaire insurrectionnel (Voline, plus tard, fera de Makhno un portrait à la fois élogieux et très critique).

Quant au pouvoir soviétique, il se reconstitue comme République soviétique autonome, dirigé par Piatakov à partir de novembre 1918.

Il a, dans les villes, le soutien (variable selon les moments) de deux importants partis ukrainiens qui s'affirment révolutionnaires et indépendantistes : les "borotbistes" (nouvelle appellation des S-R de gauche) et les "oukapistes" (UKP, pour Parti communiste indépendantiste, anciennement gauche sociale-démocrate).



Yevgenia Bosch, militante bolchevique ukrainienne, dirigeante du premier gouvernement soviétique indépendant d'Ukraine. Elle se suicide en janvier 1925

L'année 1919 est marquée par la progression des troupes de Denikine. Ces troupes se livrent à des pogroms, en particulier à Kyiv. D'autres pogroms, plus nombreux encore, sont imputables aux forces de Petlioura.

Puis la situation militaire s'infléchit. Les troupes blanches sont prises à revers par la cavalerie paysanne de Makhno. Durant l'hiver 1919-1920, l'Armée rouge, qui avait dû se replier à l'est, reprend l'offensive.

Sa progression a été facilitée par des accords militaires passés par Iouri Piatakov avec diverses forces, dont celles de Makhno.

La question nationale fait débat

Mais, parmi les bolcheviques comme avec les borotbistes ou les oukapistes, le débat sur la question nationale est incessant et souvent les positions évoluent alors que déferlent les événements.

Ainsi Piatakov, un bolchevik membre du courant luxemburgiste hostile à toute indépendance "nationale", est à la tête de la République soviétique (autonome) d'Ukraine (Iouri Piatakov avait été signataire, en 1915, de *"Thèses sur le droit à l'autodétermination"* avec Boukharine et Yevgenia Bosch. Ces thèses, opposées à la politique de Lénine sur la question nationale, caractérisaient ce droit comme utopique, nuisible et *"générateur d'illusions"*).

En février 1919, Piatakov est remplacé par Christian Rakovsky, dont les positions centralisatrices vont ensuite évoluer.

Mais en pleine guerre civile, le "communisme de guerre" bat son plein et Rakovsky doit mettre en œuvre la politique de réquisitions dans les campagnes, provoquant l'hostilité des paysans ukrainiens.

En novembre 1919, une résolution du Parti bolchevik russe doit réaffirmer sans ambages les droits de la nation ukrainienne et le souhait d'une alliance. Au même moment, dans une directive à l'armée, Trotsky rappelle : *"L'Ukraine est la terre des ouvriers et des paysans travailleurs ukrainiens. Ce sont seulement eux qui ont le droit de gouverner et de diriger en Ukraine"*.

Pour autant, cela ne profite guère à Denikine, dont les arrières sont minés par la résistance populaire, en particulier des paysans qui s'organisent en "bandes vertes", et par l'armée de Makhno.

Offensive polonaise

En avril 1920, le baron Wrangel prend la tête des armées blanches du sud, et engage une offensive combinée avec l'entrée en guerre de la Pologne. Cette dernière (redevue nation indépendante en 1918) veut s'emparer de l'Ukraine. Elle occupe Kyiv le 7 mai. La contre-offensive soviétique en direction de Varsovie finit par un échec.

Le traité de Riga (mars 1921) qui clôt cette guerre permet à la Pologne de faire main basse sur la Galicie. Mais,

dans le sud de l'Ukraine, l'armée blanche de Wrangel s'effondre. Puis l'armée de Makhno est défaite par l'Armée rouge.

L'Ukraine, incluant le Donbas à l'est mais coupée des territoires de l'ouest, deviendra alors une République constitutive de l'URSS en décembre 1922.

Cette union se réalise dans une situation où, après une guerre mondiale dévastatrice prolongée par deux longues années de guerre civile, la population est totalement épuisée, l'économie en ruine.

Le "communisme de guerre" prend alors fin. La NEP (nouvelle politique économique) est lancée en mars 1921. La réforme agraire est entérinée. Et la Crimée devient une république soviétique autonome en 1921.

Une étape dans l'histoire de l'Ukraine s'achève. L'Ukraine sera, durant sept décennies, partie constitutive d'une URSS rapidement bureaucratisée.

Bureaucratisation

Cet épuisement (et l'isolement de la révolution russe) facilite le processus de bureaucratisation, à un moment où le débat devient aigu, au sein du gouvernement soviétique, sur la question nationale.

Dès 1922, Lénine, gravement malade, tente d'engager la bataille contre Staline et sa politique brutale vis-à-vis des nations autres que russes. Ses derniers textes seront escamotés. Il meurt en janvier 1924. Staline, expression d'une couche bureaucratique qui se cristallise, conforte rapidement ses pouvoirs. Cette bataille se concrétise, en 1927, par l'exclusion de Trotsky et de Zinoviev des rangs du Parti communiste russe. En 1929, Trotsky est banni d'URSS.

L'Ukraine n'échappe pas à cette bureaucratie.

Pour s'être opposé à Staline sur la question des rapports entre la Russie et les autres nations, Rakovsky est démis en juin 1923 de la direction du gouvernement ukrainien. Et, en 1925, Lazar Kaganovich est chargé de mettre au pas le Parti communiste d'Ukraine.

Néanmoins, Staline et la clique qui l'entoure avancent, au début du moins, avec précaution. Et donnent des gages en cas de besoin.

L'Ukrainisation

Deux siècles durant, la langue ukrainienne avait été prohibée. Avec la révolution de 1917, la mobilisation des masses en libère l'usage.

L'ukrainien se développe (ainsi que le yiddish) sans entraver pour autant l'usage du russe.

Mais cette question fait débat au sein du Parti bolchevik russe (devenu Parti communiste), dont un courant, porteur d'une idéologie "grand russe", s'oppose à Lénine et cherche à préserver la place du russe.

Maître du pouvoir, mais sachant les critiques qui ont été formulées à son encontre à propos de la question nationale, Staline ne remet pas en cause immédiatement la politique d'ukrainisation... le temps de s'emparer de tous les leviers du pouvoir en Ukraine. Ainsi l'ancien borotbiste, commissaire à l'éducation dans le gouvernement ukrainien Aleksandr Umskij (ou Choumsky), peut continuer à impulser l'apprentissage de l'ukrainien qui devient largement dominant dans le système scolaire, la presse, l'administration... Puis Choumsky est démis en 1927.

Mais Mykola Skrypnyk, qui le remplace, poursuit la même politique...

Staline y met fin au début des années 1930 : l'ukrainisation est remplacée par la russification, en même temps que se développent le "Grand tournant" économique, et la famine qui en résulte. De même est entravé l'usage du yiddish.

Une nouvelle vague de purges s'abat sur l'Ukraine. En janvier 1933, Skrypnyk est démis de ses fonctions. Il se suicide, ou est "suicidé", en juillet 1933.

1928 : "la collectivisation" (Le Grand Tournant)

En 1928, la bureaucratie stalinienne décide d'engager un nouveau virage, brutal, sur le plan économique. Dans les campagnes, c'est une "collectivisation" brutale qui est mise en œuvre. La production agricole s'effondre, et la misère explose.

Face à la colère des paysans, les arrestations se multiplient, et deux millions de paysans seront déportés. En Ukraine, en février-mars 1930, une centaine de districts échappent au contrôle du pouvoir. Les paysans insurgés, dont certains élisent des conseils, vont parfois jusqu'à revendiquer l'"Ukraine indépendante".

Dès le printemps 1932, la famine est présente ; celle-ci, avec la poursuite des collectes forcées, devient une arme pour briser toute révolte. Cette famine culmine au printemps 1933.

Le Holodomor

C'est le terme utilisé en Ukraine pour qualifier cette tragédie. Le nombre de victimes demeure sujet à discussion : entre 3 et 4,5 millions de victimes pour la seule Ukraine (de 4,5 à 7 millions pour l'ensemble de l'URSS).

Le fait de savoir si le Holodomor est, ou non, un génocide continue de faire débat, certains affirmant (et d'autres

niant) que cette famine résultait d'une action volontaire, organisée, pour exterminer le peuple ukrainien, ou une partie de celui-ci.

Mais cette notion de génocide relève du droit (international) et son application découle de décisions diplomatiques des gouvernements. (Ainsi, les États-Unis, et l'Ukraine en 2006, ont qualifié le Holodomor de génocide, mais la Russie s'y refuse). Or, en l'occurrence, c'est d'abord aux historiens de répondre, sans préjugés politiques...



Détail d'une peinture murale de Mykhailo Boichuk, l'un des fondateurs de l'Association de l'Art Révolutionnaire d'Ukraine, arrêté fin 1936, assassiné en 1937

Et le moins que l'on puisse dire, c'est que cette famine résulte d'abord de la gabegie bureaucratique, et que tout fut fait pour que les Ukrainiens portent le poids majeur de cette politique : en témoignent la chasse aux paysans qui fuient les campagnes, l'instauration de passeports intérieurs refusés aux paysans qui cherchent refuge dans les villes. Or, entre 1932 et 1933, l'URSS exporte près de 3,3 millions de tonnes de céréales...

Conclusion provisoire

L'essentiel, dans ce débat sur le Holodomor, c'est la manière dont cet événement s'est cristallisé dans la mémoire collective ukrainienne alors qu'il fut longtemps camouflé par l'histoire officielle. Or le sens du terme ne souffre pas d'ambiguïté : Holodomor signifie mot à mot : "extermination par la faim", qui induit l'idée d'une famine intentionnelle.

Dès lors, le sentiment qui se développe en Ukraine n'est pas identique à celui qui se développera en Russie soviétique ; ce n'est pas seulement le sentiment d'une révolution trahie, le rejet d'un système bureaucratique qui poussera plus tard, souvent, à rejeter l'idée même de socialisme, c'est le sentiment que ce régime a cherché à briser par la famine, à exterminer le peuple ukrainien.

Il en résultera une exacerbation du sentiment national, et conduira un certain nombre d'Ukrainiens à pactiser, au moins pour un temps, avec des forces relevant du "nationalisme intégral" et du fascisme. Ce processus, sur lequel on reviendra dans un prochain article, émerge d'abord dans les territoires ukrainiens de l'ouest puis s'étendra avec l'occupation nazie.

Simultanément, une masse d'Ukrainiens combattront cet occupant nazi.

Ces événements constitueront une nouvelle page tragique de l'histoire ukrainienne.

Mais dans cette histoire, le Holodomor marque une rupture majeure.

Serge Goudard □